



12 - 2014

**Commission
Exécutive
Fédérale**

16 décembre 2014
MONTREUIL

Fédération Nationale des Salariés de la Construction du Bois et de l'Ameublement

- Case 413 ■ 263 rue de Paris - 93514 Montreuil Cedex ■ Tél. : 01 55 82 85 02 ■ Fax. : 01 48 59 10 37
- Site : www.construction.cgt.fr ■ Email : construction@cgt.fr ■ Imprimé par nos soins
- Directeur de la publication : Jean-Pascal FRANÇOIS
- N° de commission paritaire de presse : 0410 S 06471

Ordre du jour →

Mardi 16 décembre 2014

>>> Présents : 36

Sommaire

Actualité Sociale
FREDERIC MAU
> pages 2 à 4

- Actualité **Sociale - 5 février** - [Frédéric MAU](#)
- Formation Politique des **dirigeants de la CEF** - [Philippe CHRISTMANN](#)
- **CADAAF** - [Régis KOPEK](#)
- Accord CCN dans les **Négoce de Matériaux** - [Francis ANTOINE](#)

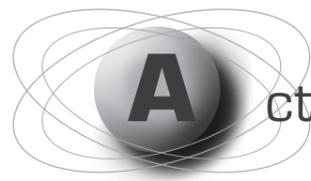
**Tous en action
le 5 Février 2015**



Pour qu'un bâtiment
sorte de terre ...
... c'est un ouvrier, chaque jour,
que l'on enterre !!!

Relevé de décisions

- La CEF demande publiquement la démission immédiate de Thierry LEPAON → **pour à l'unanimité**
- La CEF donne mandat à notre Secrétaire Général de réclamer la démission de Thierry LEPAON → **pour à l'unanimité**
- La CEF demande la démission du Bureau Confédéral → **pour 5 - abst. 2 - contre 25**
- Concernant la demande d'élargissement du Bureau Confédéral → **pour 8 - abst. 3 - contre 21**
- Décision **CADAAF**
USCBA 57 : accord totalité → **pour à l'unanimité**
USCBA 63 : accord partiel → **pour à l'unanimité**
URCBA Rhône-Alpes : accord totalité → **pour à l'unanimité**
- CCN des Négoce de Matériaux → **contre à l'unanimité**
- Mise en oeuvre du droit d'opposition CCN Négoce de Matériaux → **pour 19 - abst. 1 - contre 1**
- Accord concernant la Formation Professionnelle dans le BTP → **contre à l'unanimité**



2014
fut terrible
pour **les salariés**
et leurs **droits !!!**

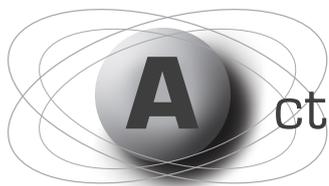
2014 fut terrible pour les salariés et leurs droits. 2015 ne s'annonce pas sous de meilleurs auspices. On nous annonce même une aggravation de la situation de l'emploi. Sans mettre en doute une réalité, certes difficile dans nos professions, le patronat, à l'abri des besoins matériels, cherche à mettre à profit le marasme ambiant.

Que ce soit sur les Institutions Représentatives des Personnels, où ne survivrait plus qu'une réunion annuelle pour l'ensemble des champs et sujets à traiter. Pour le coup, cela réglerait les difficultés liées à la participation des élus dans nos structures. Quoique, moins d'instance contraindrait mécaniquement à moins de moyens. Pression également sur le travail du dimanche, les 35 heures et autres jours fériés ... Sur le travail du dimanche, dans la plupart de nos métiers, il est conventionné. Ce recul sociétal concernera davantage les métiers du commerce, à savoir pour la majorité, des

femmes au SMIC horaire, en temps partiel, qu'il soit subi ou choisi, et sous contrat précaire. Nous avons « *la France d'en Bas* », nous nous acheminons directement vers la caste des « *Intouchables* » ! MACRON, VALLS et consorts, ne sont pas des individus corrompus. Ils exécutent, au contraire les orientations décidées par les groupes financiers, dont ils sont issus et ou bénéficiaires. La très grande porosité qui existe entre sphère financière et sphère politique, ne vient pas de naître. Elle est juste plus visible, plus assumée, voir revendiquée. Les objectifs sont clairs et simples, pour ne pas dire simplistes : le salarié doit être disponible pour travailler dans sa boîte, si, il y a du boulot ! Rester à la maison, ou sa cabane en palette, en cas de carence de carnet, sans solde. C'est nettement affiché pour les salariés modulés de nos branches via les temps partiels mis en place chez les majors du BTP. A charge, pour les « *amortisseurs sociaux* », qui tendent à être financés exclu-

sivement par les familles, d'éviter la famine pour la population dans son ensemble. On nous impose donc une vie en société qui exclue le « *vivre ensemble* » et où seule la compétition individualisée s'impose, au détriment de l'autre et à n'importe quel prix. On peut également observer cette appétence du retour au moyen âge, par la discrimination anti CGT, qui va grandissante. On peut s'en réjouir en partie, car la caste des assistés politico-financiers, nous considèrent comme étant la principale résistance, contre l'exploitation d'une majorité d'humains par une minorité élitiste autoproclamée. BOUYGUES, évidemment s'en donne à cœur joie, comme à l'accoutumé. Pour lui, un bon CGT est un CGT mort. Cela ne l'empêche pas de sacrifier des salariés éloignés du syndicalisme, mais là il s'agit de business, habillé par le législateur en nécessité, imposé par le bien commun et la raison d'état. Les veuves et les orphelins de l'EPR FLAMANVILLE, entre autres, ont pu le vérifier avec le report des audiences prévues en 2014, pour 2015. EIFFAGE n'est pas en reste, mais pour le coup, la posture négrière est plus récente. « *Vous travaillerez 42 h, payées 35 h, sinon je ferme la lourde !* » En attendant et dans l'ensemble de nos branches, les filières de traites humaines ressurgissent et nous rappellent les années les plus sombres de notre histoire nationale. Salariés dits détachés, mais que l'on peut nommer aisément victimes de la prédation boursière, à la mesure des salaires pratiqués, des conditions d'hébergements en mode « *guerre du feu* », et des menaces proférées vers les familles restées au pays, au cas où l'esclave réclamerait du salaire. Nombre de salariés slovè-

nes expatriés, l'ont témoigné sur le chantier CEVA à GENEVE, chantier VINCI. Et que penser de GDF-SUEZ qui rapatrie les corps au pays d'origine avec les maigres indemnités de déplacements du compagnon décédé. Non Monsieur VALLS, nous n'aimons pas les firmes françaises ! Car elles sont sales dans leur mécanique d'esprit, elles sont sanguinaires, et elles n'ont de cesse de combattre tout progressisme, qui pourrait mettre en péril leur hégémonie. Nous pourrions nous dire, voir nous réclamer d'un pays démocratique et civilisé. Mais la justice de ce pays répond par la voie civile pour les crimes perpétrés sur les chantiers, et par la voie pénale pour un autocollant apposé sur un mobilier public ! La criminalisation du militantisme CGT est un fait et un fait avéré. Je faisais partie de ceux qui pensaient que l'émancipation globale, effet de la révolution informationnelle, atteignaient également les forces de l'ordre de ce pays. Le déroulement de l'interrogatoire dont fut victime Philippe CHRISTMANN la semaine dernière, démontre que l'obscurantisme, l'ignorance et la volonté de casser toute contestation, même pacifique, demeure prégnant chez les citoyens chargés par la République Française, du maintien de l'ordre. Ordre qui ne s'adresse qu'aux plus faibles et aux plus pauvres ! L'impunité dont bénéficient les BALKANY, DASSAULT et autres CAHUZAC, illustrent parfaitement mon propos. Sans tomber dans le trop facile « *tous pourris* », nous aussi, pouvons juger des valeurs combattives. Lorsque en 2000, les gendarmes sont en grève, avec comme revendication et entre autres, la possibilité de se soustraire à un ordre que l'asserment-



Actualité Sociale

FREDERIC MAU

[SUITE]

té jugerait immoral, audace commandée par l'Histoire ... « Ils » retournent au boulot avec uniquement l'obtention de femmes de ménage dans les brigades territoriales. Nous ne trouverons rien à redire, tant que la loi sera respectée. Lorsque nos droits fondamentaux sont piétinés, comme celui d'appeler un avocat, de menaces sur l'intégrité physique ... Sur ordre, provenant de ceux qui vous abreuvent en caisses de champagnes en fin d'année, de ceux qui pillent les richesses collectives ... Nous, nous demeurerons aux côtés de nos camarades, solidaires, combattifs et déterminés.

Vous avez bien compris mes très chers (es) camarades, que nous demeurons seuls, seuls à vouloir sauver des vies sur les chantiers, seuls à tendre vers une activité professionnelle qui favoriserait l'accomplissement de soi et la sécurité alimentaire de nos proches. Seuls à concevoir une société multiculturelle où notre espérance consiste à ne retenir que nous sommes tous, et seulement, de souche humaine !

Notre action du 5 février s'oriente en ce sens !

Faire fi d'un niveau salarial en fonction des origines, de la nationalité et du statut du

compagnon. Travailler pour gagner sa vie sans risquer de la perdre à tout instant, pour des raisons de gagages de PDG. Combattre toute forme de discrimination, de prosélytisme et d'injustice. C'est le but de cette journée, c'est l'illustration de notre vie militante, au contraire du tourisme syndical, pratiqué par quelques autres. C'est la concrétisation de nos convictions, profondes et justes. Ne souffrons pas de complexe d'infériorité, restons ambitieux, acceptons la responsabilité de peser sur l'amélioration des conditions de vie de nos compagnons. Courage car nous sommes craints ! Courage car nous sommes forts ! Courage car nous sommes légion !

Je profite du micro, pour vous adresser tous mes vœux, pour vous, qui le méritez tant, pour vos proches, qui le méritent encore plus, de nous laisser militer sans compter nos heures, avec abnégation et ténacité.

Soyez fiers ! Car vous, qui portez l'ambition collective, en combattant pied à pied le joug des spéculateurs et de leurs valets, n'attendez rien en retour. Et en ceci vous forcez mon admiration.

■ FREDERIC MAU

